intermédiaire des traitements nets qui interviendra à compter du 1er avril 1994, si un tel ajustement a lieu avant une enquête générale sur les conditions d'emploi.

"2. *Ajustement du traitement brut considéré aux fins de la pension entre deux enquêtes générales sur les conditions d'emploi*

"Le traitement brut considéré aux fins de la pension des participants de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées sera ajusté à la même date et dans les mêmes proportions que le traitement net considéré aux fins de la pension."

L'appendice existant deviendra l'"Appendice B".

ANNEXE II

Modification du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies⁵⁴

Ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe 6 de l'annexe I du Statut du personnel :

"Le traitement brut considéré aux fins de la pension pour ces catégories de personnel est calculé selon la méthode énoncée à l'alinéa a de l'article 54 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et les montants correspondants sont indiqués dans les barèmes des traitements qui leur sont applicables."

48/226. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/258 du 3 mai 1991 et 47/218 A du 23 décembre 1992,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix⁵⁵ et le rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵⁶,

Réaffirmant la nécessité de continuer d'améliorer la gestion administrative et financière des opérations de maintien de la paix,

1. *Souscrit, à titre provisoire, aux observations et recommandations figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant le financement, par prélèvement sur le compte d'appui, des postes du Département des opérations de maintien de la paix, de la Division des opérations hors Siège, de la Division de vérification interne des comptes et, au sein du Département de l'administration et de la gestion, de ceux de la Division du financement des opérations de maintien de la paix et du Service des achats et des transports (à l'exclusion des six postes d'agent des services généraux dont la création est proposée), sous réserve des décisions de politique générale qu'elle prendra au cours de sa présente session après avoir examiné le rapport du Secrétaire général demandé au paragraphe 6 du rapport du Comité consultatif;*

2. *Autorise le Secrétaire général à contracter des engagements au titre des dépenses à imputer au compte d'appui, jusqu'à concurrence d'un montant de 16 376 250 dollars des Etats-Unies, pendant la période allant du 1er janvier au 30 juin 1994, comme le Comité consultatif l'a recommandé au paragraphe 34 de son rapport;*

3. *Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport à la reprise de sa quarante-huitième session, conformément aux*

recommandations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 6 de son rapport;

4. *Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session la question intitulée "Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies".*

*87e séance plénière
23 décembre 1993*

48/227. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁵⁷ et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵⁸ sur le financement de dix-sept opérations de maintien de la paix - Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant, Force intérimaire des Nations Unies au Liban, Mission de vérification des Nations Unies en Angola, Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, Force de protection des Nations Unies, Opération des Nations Unies en Somalie II, Opération des Nations Unies au Mozambique, Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda, Mission des Nations Unies en Haïti, Mission d'observation des Nations Unies au Libéria, Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, et Equipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge -, ainsi que le rapport du Comité consultatif sur la question à l'examen⁵⁹,

Rappelant le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶⁰, dans lequel le Comité a, entre autres, évoqué la question du respect des délais prescrits pour la présentation des rapports destinés à l'Assemblée générale,

Se déclarant préoccupée de ce que le Secrétariat n'ait pas accordé jusqu'à présent l'attention voulue aux vues de l'Assemblée générale sur cette question,

Consciente que le maintien de la paix exige une assise financière fiable et sûre aux fins du succès des opérations, que les gouvernements fournissant des contingents doivent être remboursés de façon plus régulière, et que les pratiques budgétaires irrégulières, s'il n'y est pas mis fin, risquent de compliquer encore la situation,

1. *Fait siennes les observations et recommandations figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶¹;*

2. *Constate avec préoccupation que la méthode consistant à présenter les ressources requises pour les opérations de maintien de la paix sous forme d'états récapitulatifs succincts dans une série de sections distinctes du rapport du Secrétaire général⁵⁷ ne lui permet pas de procéder à un examen budgétaire adéquat;*

3. *Note* que cette récapitulation des ressources requises pour les opérations de maintien de la paix représente une mesure exceptionnelle destinée à faciliter l'approbation des ressources nécessaires pour le maintien de ces opérations et ne saurait constituer un précédent;

4. *Décide* par conséquent que les documents concernant les opérations de maintien de la paix continueront à être examinés séparément jusqu'à ce qu'elle en décide autrement;

5. *Regrette* l'aggravation de la tendance à présenter tardivement des prévisions de dépenses complètes pour les opérations de maintien de la paix, malgré les délais fixés par l'Assemblée générale pour la présentation de ces prévisions et les assurances données par le Secrétariat, et note qu'à la présente session toutes les prévisions de dépenses relatives à des opérations de maintien de la paix ont été présentées en retard;

6. *Rappelle* que, dans ses résolutions 47/41 C, 47/208 B et 47/210 B du 14 septembre 1993, elle s'était déjà déclarée préoccupée par les retards intervenus dans la présentation des prévisions de dépenses, soumises bien après le début de la période de financement des opérations de maintien de la paix, ce qui a contribué aux difficultés financières des opérations;

7. *Prend note* des arguments invoqués par le Secrétaire général aux paragraphes 1 et 2 de son rapport pour expliquer les retards de présentation et estime que les circonstances en rapport avec le budget ordinaire n'ont rien à voir avec la présentation en temps voulu des prévisions de dépenses concernant les opérations de maintien de la paix;

8. *Note avec préoccupation* l'absence apparente de planification financière suffisante dans le domaine du maintien de la paix;

9. *Souligne* qu'elle ne peut ouvrir des crédits qu'après avoir examiné dans le détail et approuvé les prévisions de dépenses qui lui sont présentées par le Secrétaire général;

10. *Se déclare préoccupée* par l'insuffisance des ressources prévues pour la vérification externe des comptes et demande de nouveau au Comité des commissaires aux comptes de revoir les ressources dont il a besoin pour s'acquitter convenablement de ses fonctions;

11. *Décide*, à titre exceptionnel, d'examiner le rapport du Secrétaire général et de se prononcer sur ce rapport, ce uniquement pour assurer la poursuite des opérations en question, sans que cela constitue un précédent et étant entendu que les mesures prévues aux paragraphes 13 à 15 ci-dessous seront dûment appliquées;

12. *Décide également* de se prononcer à la session en cours sur chacune des opérations considérées dans la présente résolution en prenant dans chaque cas une décision distincte;

13. *Prie* le Secrétaire général de prendre rapidement et une fois pour toutes des mesures correctives pour prévenir tout nouveau retard dans la présentation de prévisions de dépenses complètes et de lui rendre compte à sa présente session, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de l'application desdites mesures;

14. *Décide en outre* que tous les rapports sur l'exécution du budget et le financement des opérations doivent être présentés aux Etats Membres au plus tard le 31 janvier 1994, nonobstant les dispositions du paragraphe 10 de sa résolution 47/41 C, du paragraphe 10 de sa résolution 47/208 B, du paragraphe 15 de sa résolution 47/234 du 14 septembre 1993 et du paragraphe 7 de sa résolution 47/224 C du 14 septembre 1993, afin qu'elle puisse envisager d'ouvrir les crédits nécessaires au plus tard le 31 mars 1994 pour chacune des opérations, bien avant le début de sa période de financement;

15. *Prie* le Secrétaire général d'améliorer la présentation et le type des informations figurant dans les rapports sur l'exécution du budget et le financement des opérations, conformément aux recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport⁶⁰;

16. *Décide* de réexaminer la question à la reprise de sa quarante-huitième session.

87e séance plénière
23 décembre 1993

48/228. Questions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995

L'Assemblée générale,

I

Réaffirmant sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986 et ses résolutions pertinentes ultérieures,

Rappelant que, au paragraphe 1 de la section VI de sa résolution 45/248 B du 21 décembre 1990, elle a réaffirmé que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions à laquelle incombe le soin des questions administratives et budgétaires,

Rappelant également sa résolution 45/253 du 21 décembre 1990, relative à la planification des programmes, et sa résolution 47/213 du 23 décembre 1992, relative au plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995,

1. *Approuve* les conclusions et recommandations du Comité du programme et de la coordination concernant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, figurant dans son rapport sur les travaux de la deuxième partie de sa trente-troisième session⁶¹, sans préjudice des priorités définies par l'Assemblée générale;

2. *Déplore* le retard extraordinaire et inadmissible avec lequel le Secrétaire général a présenté le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995⁶², qui a fait que l'Assemblée et ses organes subsidiaires ont dû examiner ce document sur la base de propositions incomplètes et manquant de transparence;

3. *Souligne* que les activités prévues dans le projet de budget-programme doivent être fondées sur le plan à moyen terme pour la période 1992-1997⁶³, tel que l'Assemblée l'a adopté dans ses résolutions 45/253 et 47/214 du 23 décembre 1992, ainsi que sur les autres décisions pertinentes prises par des organes intergouvernementaux, et qu'elles devraient viser la mise en oeuvre intégrale des mandats, des politiques et des priorités précédemment définies;